



REVENUS 2024

DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

en Pays de la Loire





REGARD SUR LA BIO

Ce document édité par la Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire synthétise les données économiques des clôtures comptables de l'année 2024 de près de 1 000 exploitations, pour représenter les principales filières bio de notre territoire.

Merci aux agriculteurs et aux centres de gestion qui, par le partage de leurs données, contribuent à élaborer ce référentiel AB.

Cette synthèse met en avant les difficultés rencontrées par les filières, avec un repli du marché alimentaire biologique et une baisse de revenu, à l'exception des filières volailles. Le résultat courant 2024 est inférieur de 10 % à la moyenne des 10 dernières années, et 20 % des exploitations sont en déficit !

Pénalisées par une météo défavorable et des cours des céréales bas, les exploitations en grandes cultures voient l'EBE baisser pour la deuxième année consécutive.

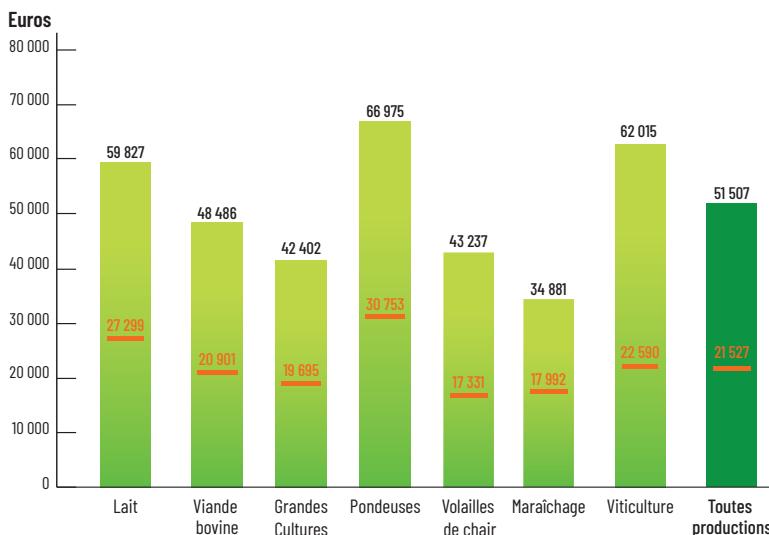
La crise subie par les filières biologiques depuis 2022 fragilise les exploitations et nos efforts doivent être portés vers le maintien de ces exploitations pour éviter les déconversions.

Benoit QUEMENEUR

Élu au pôle bio de la Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire

EBE et résultat courant par UTA 2024

■ EBE ■ Résultat Courant





SOMMAIRE

MÉTHODOLOGIE	P. 4	
1 RÉSULTATS 2024 996 exploitations étudiées	P. 5	
1.1 Le travail sur l'exploitation	p. 7	
1.2 La SAU	p. 7	
1.3 L'analyse financière	p. 7	
1.4 La comparaison des systèmes	p. 8	
1.5 Les résultats économiques	p. 10	
BOVINS LAIT 281 exploitations	P. 11	
2.1 Le travail sur l'exploitation	p. 13	
2	2.2 La SAU	p. 13
2.3 Les ateliers animaux	p. 13	
2.4 L'analyse financière	p. 14	
2.5 Les résultats économiques	p. 15	
2.6 La marge brute	p. 16	
BOVINS VIANDE 74 exploitations	P. 17	
3.1 Le travail sur l'exploitation	p. 18	
3	3.2 La SAU	p. 18
3.3 Les ateliers animaux	p. 19	
3.4 L'analyse financière	p. 19	
3.5 Les résultats économiques	p. 20	
POULES PONDEUSES 48 exploitations	P. 21	
4.1 Le travail sur l'exploitation	p. 22	
4	4.2 La SAU	p. 23
4.3 Les ateliers animaux	p. 23	
4.4 L'analyse financière	p. 23	
4.5 Les résultats économiques	p. 24	
VOLAILLES DE CHAIR 23 exploitations	P. 25	
5.1 Le travail sur l'exploitation	p. 26	
5	5.2 La SAU	p. 26
5.3 Les ateliers animaux	p. 27	
5.4 L'analyse financière	p. 27	
5.5 Les résultats économiques	p. 28	
GRANDES CULTURES 55 exploitations	P. 29	
6.1 Le travail sur l'exploitation	p. 31	
6	6.2 La SAU	p. 31
6.3 L'analyse financière	p. 31	
6.4 Les résultats économiques	p. 32	
MARAÎCHAGE 80 exploitations	P. 33	
7.1 Le travail sur l'exploitation	p. 34	
7	7.2 La SAU	p. 35
7.3 L'analyse financière	p. 35	
7.4 Les résultats économiques	p. 36	
VITICULTURE 47 exploitations	P. 37	
8.1 Le travail sur l'exploitation	p. 38	
8	8.2 La SAU	p. 38
8.3 L'analyse financière	p. 39	
8.4 Les résultats économiques	p. 40	

Lexique

Les conseillers Agriculture biologique des Chambres d'agriculture de région Pays de la Loire
Partenaires et contacts



MÉTHODOLOGIE

Pour cette édition des revenus agricoles de l'agriculture biologique en Pays de la Loire, 13 associations de gestion et de comptabilité ont apporté leur concours : le réseau Accompagnement Stratégie de la région, le réseau des Cerfrance de la région, l'AFOCG Atlantique, l'AFOCG Maine-et-Loire & Vendée, la COGEDIS, TYLS Conseil, le CEGARA et UPTEACONSEIL.

L'étude est coordonnée par la Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire qui compile les comptabilités en garantissant l'anonymat des exploitations.

L'objectif est de déterminer des références économiques par grand système de production pour permettre aux agriculteurs biologiques de la région d'analyser leurs résultats, par rapport à ceux d'exploitations comparables.

Fin 2024, la région Pays de la Loire comptait 4 500 exploitations certifiées bio ou bien en conversion. L'étude présentée ici permet de rassembler les résultats comptables de 996 exploitations ayant

terminé leur phase de conversion bio, soit 21 % des exploitations bio de la région. Les raisons de cet écart sont nombreuses : différentiel entre le nombre d'exploitations ayant terminé leur conversion et les exploitations engagées en bio, exploitations qui ne sont pas 100 % en AB, absence de réalisation de comptabilité pour certaines petites structures au micro BA, dispersion importante entre les centres de comptabilité... Toutes les comptabilités présentées dans cette étude ont une date de clôture entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024, et un exercice de 12 mois.

PONDÉRATION DES RÉSULTATS PAR UTA

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

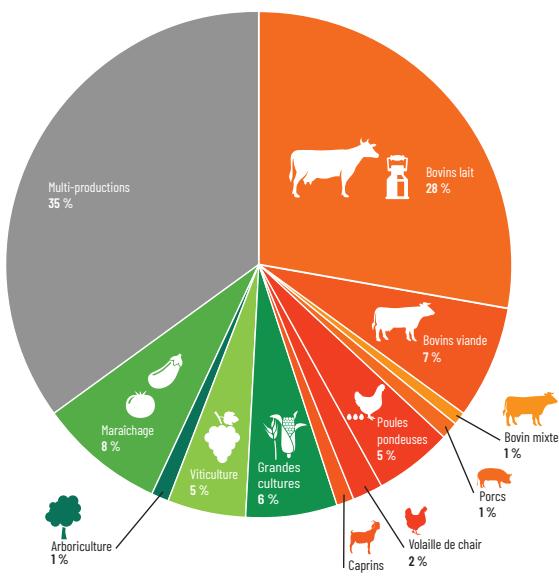
AVERTISSEMENT

D'une année à l'autre, les exploitations étudiées ne sont pas strictement les mêmes, de ce fait les comparaisons interannuelles sont délicates.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation - associés exploitants (GAEC, EARL ...)	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratisation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

RÉPARTITION PAR PRODUCTIONS

Dans certaines productions, le faible nombre d'exploitations ne nous permet pas d'établir de références (arboriculture, productions porcines et caprines).



RÉSULTATS 2024

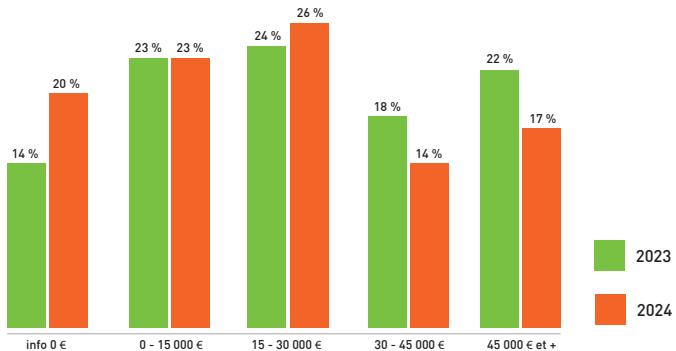
996 exploitations

BAISSE DU RÉSULTAT COURANT DES FERMES AB PAYS DE LA LOIRE



En 2024, le résultat courant par UTA recule de 22 %, atteignant 21 257 €/UTA. Le résultat courant 2024 est inférieur de 10 % à la moyenne des 10 dernières années. Après une hausse conséquente en 2023, il atteint son niveau le plus bas depuis 2015.

DISPERSION DU RÉSULTAT COURANT PAR UTA



20 % des exploitations sont en déficit. En 2024, les exploitations avec un résultat courant inférieur à 15 000 € (moins de 1 smic net) représentent 43 % des fermes. Globalement, le résultat courant des fermes se dégrade, et la catégorie des exploitations ayant un résultat courant inférieur à 1 smic voit son effectif augmenter de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

31 % des exploitations dégagent plus de 30 000 € de résultat courant par UTA (40 % l'année précédente).

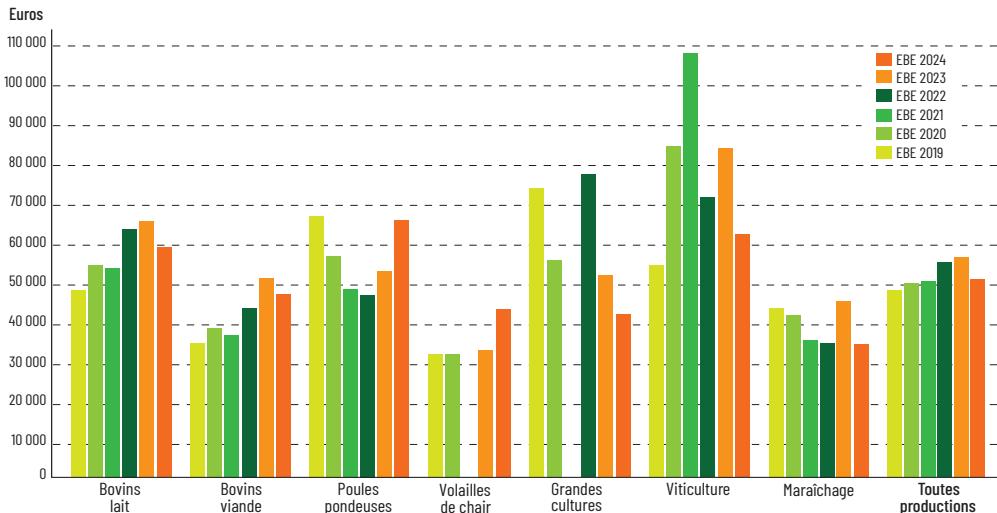


RÉSULTATS 2024

EVOLUTIONS PAR PRODUCTION

En 2024, la situation économique des fermes bio se dégrade dans presque toutes les filières. Seuls les élevages en volailles de chair et en poules pondeuses échappent à cette tendance.

L'EBE traduit la capacité de l'exploitation à dégager de la richesse une fois toutes les charges payées, indépendamment des charges liées aux investissements.



Après plusieurs années de hausse, 2024 marque une rupture. Le repli du marché alimentaire biologique observé depuis 2022, et les mauvaises conditions climatiques 2024 se traduisent dans les résultats comptables des exploitations en 2024.

L'EBE des fermes bio de la région, toutes productions confondues, baisse pour la première fois depuis 5 ans. L'EBE s'élève à 51 500 €/UTA en 2024. Il diminue de 4 800 €/UTA par rapport à l'exercice précédent. C'est 9 % de moins qu'en 2023 où il avait atteint son niveau le plus élevé.

Les écarts de rentabilité (avant investissement) sont importants entre les productions. L'EBE varie du simple au double suivant le type de production considérée : maraîchage 34 880 €/UTA, poules pondeuses 66 975 €/UTA.

Une baisse plus marquée pour les productions végétales

En grandes cultures, pour la 2^e année consécutive l'EBE baisse de 17 %. Les résultats sont en net repli. Le climat a fortement impacté les rendements des céréales 2024, tandis que les cours étaient à leur niveau le plus bas en lien avec un marché peu porteur. Les résultats des domaines viticoles bio sont aussi en baisse (- 26 %), dans un contexte de marché des vins morose.

En viticulture et en grandes cultures les variations interannuelles sont marquées, avec un important impact climatique qui se traduit immédiatement dans les résultats économiques des entreprises (gel, sécheresse ou excès d'eau).

La baisse est moins forte en élevage

L'EBE des élevages bovins lait baisse de 10 % en lien avec l'augmentation des charges qui n'ont pas été totalement compensées par l'augmentation du prix du lait bio sur cet exercice. La baisse est moins marquée en bovins viande (- 4 %). Les élevages bovins viande de la région s'appuient sur des systèmes peu dépendants des achats extérieurs. Ils ont bénéficié d'un prix de la viande bio, tiré par le marché conventionnel, élevé en 2024.

En poules pondeuses et en volailles de chair l'EBE est en progression (+ 24 % et + 19 % par rapport à l'année précédente). Les exercices 2022 et 2023 avaient été particulièrement marqués par l'influenza aviaire.

Élisabeth COCAUD

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire

1.1 - Le travail sur l'exploitation

LE TRAVAIL SUR L'EXPLOITATION

	Total	Par exploitation	Exploitations bio des Pays de la Loire*
Nombre d'entreprises	996		4 500
→ dont individuelles	276		
→ dont sociétés	720		
Nombre d'UTA	1 571	1,6	
→ dont en société	1 276	1,8	
Nombre d'UTH	2 371	2,4	

*Source : Agence bio données au 31/12/2024

1.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Les 996 exploitations étudiées
	(/UTA)
Surface totale (ha)	60
→ dont fermage	55,6
→ dont propriété	4,4
Surface agricole utile	59,5 ha/UTA soit 95 ha par exploitation

L'UTILISATION DE LA SAU

	Les 996 exploitations étudiées
	(% SAU)
Grandes cultures	24
Fourrages	73
Cultures spécialisées	1
Plantations	1

1.3 - L'analyse financière

LE BILAN FINANCIER

Bilan (€)	Les 996 exploitations étudiées
Capital d'exploitation par UTA	310 017
Taux d'endettement en %	59
→ dont à court terme	14
Fonds de roulement en % des stocks	143
Annuités en % de l'EBC	58
EBC en % du capital	17

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

1.4 - La comparaison des systèmes

	Bovins Lait	Bovins Viande	Poules pondeuses	Volailles de chair
Nombre d'entreprises	281	74	48	23
Nombre d'UTA par exploitation	1,7	1,3	1,3	1,1
Nombre d'UTH par exploitation	2,3	1,5	1,5	1,2
SAU par UTA	67,4	111,2	27,1	22,3

LE RÉSULTAT PAR UTA

Total (€)	27 301		20 902		30 754	17 330
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	% PB	% PB
Produit brut	2 825	100 %	1 267	100 %	100 %	100 %
Charges opérationnelles	572	20 %	170	13 %	64 %	66 %
Charges directes	66	2 %	10	1 %	1 %	1 %
Marge brute globale	2 188	77 %	1 087	86 %	35 %	32 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	888	31 %	436	34 %	20 %	18 %
Résultat courant	405	14 %	188	15 %	9 %	7 %

LA SITUATION FINANCIÈRE

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	335 913	361 059	344 429	205 941
→ Par UTH	257 455	326 358	288 450	201 406
→ Par Ha	4 984	3 247	12 705	9 226
Taux d'endettement	58 %	48 %	79 %	70 %
→ dont endettement CT	11 %	11 %	17 %	21 %
Trésorerie nette par UTA	24 345	28 299	13 257	20 673
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	1 %	2 %	1 %	2 %
Annuités/EBE	58 %	58 %	37 %	48 %
Fonds de roulement/stocks	184 %	164 %	144 %	177 %
EBE en pourcentage du capital	18 %	13 %	19 %	21 %

L'UTILISATION DE L'EBE / UTA

EBE	59 829	48 486	66 976	43 237
Annuités	34 752	28 158	24 571	20 833

	Grandes cultures	Viticulture	Maraîchage circuits courts	Les 996 exploitations
Nombre d'entreprises	55	47	71	996
Nombre d'UTA par exploitation	1,3	1,4	1,7	1,6
Nombre d'UTH par exploitation	1,5	4,3	3,5	2,4
SAU par UTA	78,4	13,6	7	59,5

LE RÉSULTAT PAR UTA

Total (€)	19 696		22 590		17 926		21 526	
	/ ha	% PB						
Produit brut	2 181	100 %	18 662	100 %	15 296	100 %	3 206	100 %
Charges opérationnelles	420	19 %	558	3 %	2 073	14 %	817	25 %
Charges directes	55	3 %	3 753	20 %	1 885	12 %	134	4 %
Marge brute globale	1 706	78 %	14 352	77 %	11 338	74 %	2 255	70 %
Excédent brut d'exploitation (EBE)	541	25 %	4 574	25 %	4 433	29 %	866	27 %
Résultat courant	251	12 %	1 666	9 %	2 573	17 %	362	11 %

LA SITUATION FINANCIÈRE

Capital d'exploitation brut :				
➔ Par UTA	214 870	468 764	102 750	310 017
➔ Par UTH	193 034	154 305	48 611	205 449
➔ Par Ha	2 740	34 575	14 748	5 213
Taux d'endettement	61 %	58 %	52 %	59 %
➔ dont endettement CT	27 %	22 %	13 %	14 %
Trésorerie nette par UTA	16 243	-28 043	18 689	17 628
Coût de l'endettement (frais financiers/dettes)	2 %	2 %	2 %	2 %
Annuités/EBE	52 %	55 %	32 %	58 %
Fonds de roulement/stocks	134 %	86 %	281 %	143 %
EBE en pourcentage du capital	20 %	13 %	30 %	17 %

L'UTILISATION DE L'EBE / UTA

EBE	42 403	62 015	30 882	51 506
Annuités	22 034	34 303	10 008	29 682

1.5 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

	Les 996 exploitations étudiées Moyenne SAU = 59 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	190 646	3 206	100
(-) Charges opérationnelles	48 579	512	16
(-) Charges directes	7 958	134	4
MARGE GLOBALE	137 109	2 255	70
Foncier et bâtiment	11 044	186	6
Fermages et charges locatives	9 226		
Entretien	1 818		
Mécanisation	25 214	424	13
Carburants et lubrifiants	5 172		
Locations matériels et travaux par tiers	14 101		
Entretien, réparations petits matériels	5 941		
Main-d'œuvre	20 760	349	11
Main-d'œuvre permanente	11 845		
Charges sociales des exploitants	8 915		
Autres charges de structure	25 584	430	13
Eau, gaz, électricité	4 739		
Autres fournitures	6 270		
Assurances	4 896		
Honoraires	4 228		
Transports et déplacements	1 462		
Impôts et taxes	611		
Autres charges d'exploitation	3 378		
TOTAL charges de structure	82 602	1 389	43
Excédent brut d'exploitation (EBE)	51 507	866	27
Charges financières	2 853	48	1
Amortissements	28 330	476	15
Autres produits	1 203		
Résultat courant	21 527	362	11

BOVINS LAIT

281 exploitations

L'échantillon 2024 est quasi constant en nombre par rapport à 2023. Il compte 281 résultats de fermes laitières bio. 1/5 de ces élevages sont en individuel et 4/5 en sociétés.

L'élevage laitier bio moyen de l'échantillon est plutôt sable avec 2,3 UTH dont 0,6 UTH salarié, une SAU de 115 ha dont 103 ha en surface fourragère. On y vend 402 200 l de lait avec 78 VL et soit 5 143 l vendus par VL présente. Parmi ces élevages trois stratégies de production sont présentées selon le % d'herbe dans la SFP.

Avec 2,3 UTH, la main-d'œuvre moyenne par exploitation progresse de 0,1 UTH salarié. Le volume de lait vendu (174 900 l/UTH) diminue de - 4 000 l UTH par rapport à 2023 et malgré une augmentation d'une vache présente par élevage.

CONJONCTURE CLIMATIQUE DÉFAVORABLE

La date moyenne de clôture des exercices comptables de l'échantillon se situe au 10/07/2024. La période comptable prend en compte un automne pluvieux, une mauvaise qualité d'herbe et des coûts de récoltes élevés. Dans ce contexte, les livraisons de l'élevage laitier moyen bio diminuent de - 7 800 l vendus (- 1,9 %) par élevage. Les charges opérationnelles liées à l'alimentation progressent de 3 % et les charges fixes de + 2 %.

Sur la période concernée, les prix moyens du lait et de la viande bovine s'améliorent. Le produit brut progresse de + 7 500 € par ferme et de + 1 500 € par UTH.

L'EBE AVANT CHARGES DE MAIN D'ŒUVRE : 58 800 €/UTH SOIT 42 % DU PRODUIT BRUT.

L'EBE avant main d'œuvre se calcule en ajoutant les charges de main d'œuvre à l'EBE. Le rapport EBE avant main d'œuvre sur produit brut permet de mesurer l'efficience économique du système. Sur 2023-24, du fait de l'augmentation des charges, il perd 6 200 €/UTH.

L'EBE avant main d'œuvre représente 42 % du produit

brut dégagé soit 336 €/1 000 l vendus. Bien que supérieure de + 8 pts aux élevages conventionnels, c'est la plus faible efficience économique depuis 10 années d'observations.

EBE : 59 800 € PAR EXPLOITANT OU 252 €/1 000 L

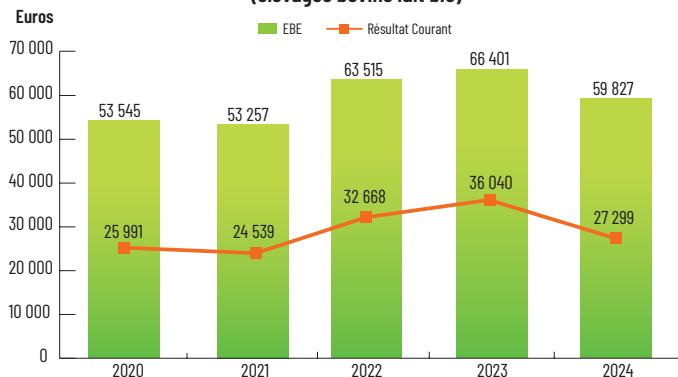
Sur la période 2023-2024, l'EBE perd 6 600 €/éleveur soit 22 €/1 000 l.

RÉSULTAT COURANT : 27 300 €/EXPLOITANT (- 8 700 € PAR RAPPORT À 2022-23).

Sur l'exercice 2023-2024, l'augmentation du prix du lait et du prix de la viande bovine n'ont pas couvert la diminution des volumes vendus et l'augmentation des charges. Le revenu courant se situe dans la moyenne des résultats observés depuis 10 ans (26 800 €). Il ne prend pas en compte le crédit d'impôt mais prend en compte les aides au maintien dont certains éleveurs en agrobiologie peuvent bénéficier.

Ce montant cache une grande variabilité entre les élevages, selon le collecteur de lait, le type de système bio mis en œuvre, la productivité du travail, le niveau de charges.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (élevages bovins lait bio)





CONTEXTE ET PERSPECTIVES

LES ÉLEVEURS LAITIERS BIO EN ATTENTE D'UNE REVALORISATION DU PRIX DU LAIT.

La période allant de fin 2024 à mi-2025 se caractérise globalement par des fourrages stockés abondants, de moindre qualité et une sécheresse estivale 2025 précoce.

Dans ce contexte, les **exploitations ont livré moins de lait** et ont dû faire face à des coûts alimentaires plus élevés. Les coûts en concentrés et céréales consommées sont souvent revus à la hausse. **Malgré la hausse du prix du lait et de la viande, les revenus 2024-2025 devraient également être revus à la baisse.** Les élevages laitiers bio qui jusqu'ici faisaient preuve

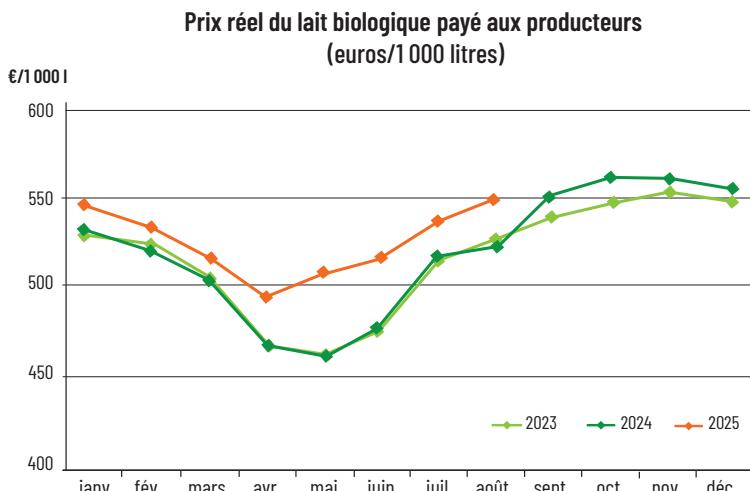
d'une résilience économique étaient mi-2025 en manque de trésorerie.

D'une manière générale, en élevage laitiers bio, la marge de sécurité (revenu disponible - 2 smic net) est proche de 0 depuis 10 ans. Les élevages laitiers bio n'arrivent pas, après remboursements des annuités et prélèvements privés à dégager une trésorerie de sécurité pour anticiper des aléas climatiques ou économiques.

Face à l'arrêt des aides au maintien, aux augmentations régulières de charges, mais aussi dans un contexte de rééquilibrage de l'offre et de la demande de produits bio, les éleveurs sont en attente d'une revalorisation du prix du lait bio.

Jean-Claude HUCHON

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire



Source : FranceAgriMer

Moyenne 2024 vs 2023 : + 0,6 %

Moyenne 8 mois 2025 : 521,4 €/1 000 l (+ 4,1 %/Moyenne 8 mois 2024)

2.1- Le travail sur l'exploitation

LE TRAVAIL SUR L'EXPLOITATION

	Groupe lait					Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Total	Par exploitation	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Nombre d'entreprises	281		82	128	71	
→ dont individuelles	53		17	23	13	
→ dont sociétés	228		65	105	58	
Nombre d'UTA	485	1,7	1,7	1,7	126	2
→ dont en sociétés	430	1,9	1,9	1,9	112	2
Nombre d'UTH	633	2,3	2,1	2,3	173	2,3

2.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER (EN HA)

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne par UTA	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Surface totale (ha)	68	64,8	69,4	69,1	59
→ dont fermage	64,6	60,4	66	66,9	59
→ dont propriété	3,4	4,4	3,4	2,3	
Surface agricole utile	67,4	63,2	69	68,5	59

L'UTILISATION DE LA SAU

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne (en %)	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Grandes cultures (en %)	10	8	10	13	13
Fourrages (en %)	90	92	90	87	87

2.3 - Les ateliers animaux

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
UGB/ha de SFP	1,1	1	1	1,2	1,1
% Maïs fourrager/SFP	10	0	9	21	10
Nombre de vaches laitières/UTA	46	43,5	44,5	51,2	41
Lait vendu/UTA	236 589	188 989	219 501	318 951	220 375
Lait vendu par vache	5 143	4 345	4 933	6 230	5 441

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.



2.4 - L'analyse financière

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Capital d'exploitation par UTA	335 913	287 936	311 379	431 706	
Taux d'endettement (en %)	58	60	52	65	
→ dont court terme	11	12	10	11	
Fonds de roulement en % des stocks	184	181	190	175	
Annuités en % de l'EBE	58	64	55	58	55
EBE en % du capital	18	17	19	17	

LES CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Charges de cultures (€/ha SAU)	114	69	112	165	97
→ dont engrais	31	23	28	44	26
→ dont semences	82	45	83	118	63
→ dont produits défense sanitaire	2	1	1	3	8
Charges d'élevage (€/UGB)	345	278	310	461	387
→ dont aliments animaux SFP	217	167	184	316	228
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	40	37	37	45	31
→ dont travaux par tiers animaux	88	74	89	100	127
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	572	447	479	862	481
 Total charges directes (€/ha SAU)	 66	 65	 69	 62	

LE COÛT DE MÉCANISATION

	Groupe lait				Cas type lait bio Pays de Loire 90 % herbe dans SFP
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Total charges de mécanisation	716	616	667	907	550
→ dont carburant lubrifiant	93	74	89	119	64
→ dont entretien réparations	102	95	99	115	95
→ dont travaux par tiers et location de matériel	244	207	229	311	176
→ dont amortissements	277	240	250	362	215



2.5 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

	Groupe lait										Cas type lait bio Pays de Loire 90 % d'herbe dans la SFP SAU = 68,5 ha	
	Moyenne SAU = 67,4 ha					SFP 100 % herbe SAU = 53,2 ha						
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	
Produit brut	190 412	2 825	100	155 357	2 436	100	181 437	2 628	100	244 761	3 573	100
► dont subventions exploitation	31 705	470	17	29 042	455	19	31 087	450	17	35 723	521	15
[-] Charges opérationnelles	38 521	572	20	28 520	447	18	33 096	480	18	59 032	862	24
[-] Charges directes	4 443	66	2	4 118	65	3	4 765	69	3	4 238	62	2
MARGE GLOBALE	147 448	2 188	77	122 719	1 924	79	143 576	2 079	79	181 491	2 649	74
Foncier et bâtiment	12 467	185	7	11 261	177	7	12 001	174	7	14 613	213	6
Fermages et charges locatives	10 005			9 351			9 701			11 260		
Entretien	2 462			1 910			2 300			3 353		
Méanisation	29 777	442	16	24 334	381	16	28 879	41	16	37 350	545	15
Carburants et lubrifiants	6 252			4 715			6 115			8 186		
Locations matériels et travaux par tiers	16 454			13 189			15 762			21 265		
Entretien, réparations petits matériels	7 071			6 420			7 002			7 899		
Main-d'œuvre	19 775	293	10	14 857	233	9,5	20 439	296	11	24 037	351	10
Main-d'œuvre permanente	9 166			6 162			9 654			11 624		
Charges sociales des exploitants	10 609			8 695			10 785			12 413		
Autres charges de structure	25 602	380	13	22 673	386	14,5	24 176	350	13	31 322	457	13
Eau, gaz, électricité	5 565			5 327			5 266			6 350		
Autres fournitures	6 124			4 760			6 098			7 671		
Assurances	4 950			4 431			4 737			5 807		
Honoraires	4 074			4 175			3 665			4 678		
Transports et déplacements	976			849			959			11 45		
Impôts et taxes	486			446			435			618		
Autres charges d'exploitation	3 427			2 685			3 016			5 053		
TOTAL charges de structure	87 821	1 300	46	73 125	1 147	47	85 495	1 238	47	107 322	1 566	44
Excédent brut d'exploitation (EBE)	59 827	888	31	49 594	778	32	58 081	841	32	74 169	1 083	30
Charges financières	2 838	42	1	2 508	39	2	2 476	36	1	3 836	56	2
Amortissements	31 261	464	16	26 604	477	17	28 368	411	16	41 454	605	17
Autres produits	1 571			2 401			1 247			1 222		1
Résultat courant	27 299	405	14	22 883	359	14,5	28 484	413	16	30 101	439	12



2.6 - La marge brute

Marge brute lait bio en €/1 000 litres vendus Clôtures comptables 2024	
Produit €/1 000 l	615
Prix du lait €/1 000 l	527,5
Produit viande €/1 000 l	87,5
Charges €/1 000 l *	178
Charges alimentaires €/1 000 l	132
→ Coût de la SFP €/1 000 l	42
→ Achats fourrages, concentrés et minéraux €/1 000 l	55
→ Coût concentrés intra-consommés €/1 000 l	35
Frais d'élevage €/1 000 l	33
Frais vétérinaires €/1 000 l (Honoraires et achats médicaments)	13
Marge brute €/1 000 l	437

*Les achats de paille n'ont pas été comptabilisés dans les charges opérationnelles

Nombre de dossiers	170
Quantité de lait brut vendu	390 238
Effectif VL	78
Surface SFP (ha)	108
Charge ment (UGB/ha de SFP)	1,02
Lait brut vendu par VL	5 031

BOVINS VIANDE

74 exploitations

Le groupe viande bovine biologique comprend 74 élevages spécialisés avec 1,3 UTA (Unité Travailleur Agricole) et 50 vaches allaitantes par UTA. L'échantillon d'élevages n'est pas constant mais est comparable à 2023.

TYPOLOGIE DES ELEVAGES

La surface est de 111 ha par UTA. La surface fourragère occupe 91 % de la SAU. Ce sont des systèmes herbagers avec 99 % de la SFP en prairie. **Le chargement de 0,9 UGB/ha de surface fourragère** est conforme à la moyenne de la région. Il est plutôt en baisse en comparaison à 2023.

DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES EN BAISSE MALGRÉ UNE AUGMENTATION DU PRODUIT

L'EBE baisse de 4 % pour atteindre 48 486 €/UTA.

Le produit brut/UTA progresse de 9 % avec la revalorisation des animaux vendus et une augmentation des aides de 14 % dans un contexte de revalorisation de l'aide au maintien.

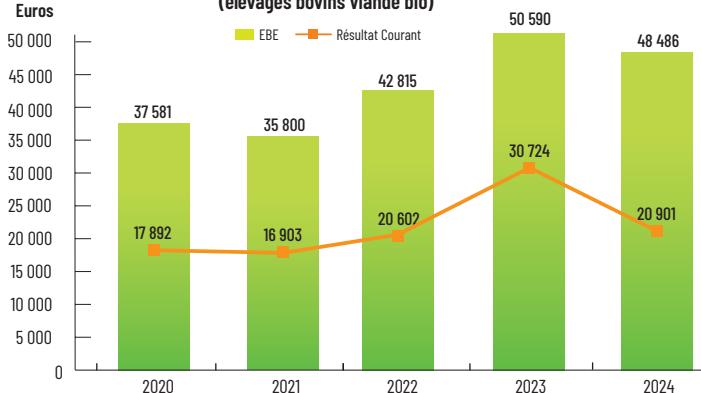
Les charges augmentent avec notamment une très

forte hausse des charges de mécanisation + 40 %. Ceci traduit les investissements réalisés. Ces investissements contribuent à augmenter les charges financières de 41% et à réduire significativement le résultat courant de 47 % qui atteint 20 901 €/UTA. La charge de mécanisation est le poste le plus important. Nous observons globalement une augmentation des charges de structures de 19 %. Elles s'élèvent à 51 % du produit brut.

Pour les charges opérationnelles, les concentrés achetés sont limités. Les charges d'élevage sont faibles. Les charges de cultures sont en hausses avec notamment le poste amendement (+ 27 %) mais ces charges restent faibles à 38 €/ha, car il y peu d'engrais et pas de produits phytosanitaires.

Le niveau d'annuités/EBE des exploitations augmente de 28 % soit 58 € d'annuités pour 100 € d'EBE. Le taux d'endettement est de 48 %. Le revenu disponible est de 20 364 €. Il baisse de 44 % par rapport à l'exercice précédent.

Evolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(élevages bovins viande bio)





CONTEXTE ET PERSPECTIVES

En 2025, les récoltes de printemps ont été hétérogènes et la production de fourrage a été correcte dans les zones qui ont connus des orages en juillet. Certains élevages ont connus une année fourragère proche de 2022. La sécheresse estivale a obligé à consommer des stocks mais la pousse d'automne a en partie compensé une partie de cet affouragement précoce.

La valorisation dans les circuits bio suit les cours du conventionnel et laisse espérer une augmentation des résultats économiques des élevages et du revenu des éleveurs. La filière a retrouvé des volumes observés en 2019 et peine même à maintenir les volumes abattus.

Engraisser les animaux nés sur les élevages reste toujours intéressant dans un contexte de baisse des effectifs. La consommation de viande bovine en France diminue mais cette diminution est moins rapide que la régression de la production. Les exploitations bio valorisent plutôt les mâles en brouatards sur un marché porteur, cependant les cours de la viande ont maintenu l'intérêt de finir les animaux. Selon les cas type du réseau INOSYS de l'Ouest, il reste plus intéressant économiquement de valoriser plus d'animaux en carcasse malgré l'envolée toute récente des cours des animaux non finis. En bio, cela passe par la production de bœufs.

Christophe GROSBOIS et Jean-Marie GUERET

pour l'équipe du réseau viande Chambres d'agriculture de région Pays de la Loire et des Deux-Sèvres

PRIX BOVINS BIO

Prix retenus pour les cas-types réseau INOSYS grand Ouest

En €/kg de carcasse

	2021	2022	2023	2024
Vaches de réforme Charolaise R (en € par kgc)	4,68	4,97	5,22	5,43
Vaches de réforme Limousine R (en € par kgc)	5,02	5,05	5,5	5,52

3.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe viande bovine		Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Total	Par exploitation	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engrisseur de bœufs
Nombre d'entreprises	74				
→ dont individuelles	31				
→ dont sociétés	43				
Nombre d'UTA	98	1,3	1	1	1
→ dont en sociétés	66	1,5	0	0	0
Nombre d'UTH	108	1,5	1	1	1

* Publication de 2 cas type bio par les réseaux d'élevage Pays de la Loire - Deux-Sèvres

3.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Groupe viande bovine		Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	Moyenne par UTA	Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engrisseur de bœufs	
Surface totale (ha)	111,1	91	85	100	
→ dont fermage	101,2	91	85	100	
→ dont propriété	9,9				
Surface agricole utile	111,1	91	85	100	

L'UTILISATION DE LA SAU

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
		Naisseur	Veaux sous la mère	Naisseur engrisseur de bœufs
Grandes cultures (en %)	9	11	13	8
Fourrages (en %)	91	89	87	92

3.3 - Les ateliers animaux

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
		Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère
UGB/ha de SFP	0,9	1,17	1,14	1,14
% Maïs fourrager/SFP	1	0	4	0
Nombre de vaches allaitantes	50	63	54	49

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

3.4 - L'analyse financière

Bilan (€)	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
		Moyenne	Naisseur	Veaux sous la mère
Capital d'exploitation par UTA	361 059	310 802	315 450	371 385
Taux d'endettement (en %)	48	50	50	50
→ dont court terme	11			
Fonds de roulement en % des stocks	164			
Annuités en % de l'EBE	58	29	39	32
EBE en % du capital	13	20	16	19

LES CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
		Moyenne	Naisseur charolais	Veaux sous la mère limousin
Charges de cultures (€/ha SAU)	38	70	73	73
→ dont engrais	11	14	14	14
→ dont semences	27	56	59	59
→ dont produits défense sanitaire	0	0	0	0
Charges d'élevage (€/UGB)	113	128	136	117
→ dont achat aliments animaux et paille	28	62	54	65
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	29	35	40	30
→ dont travaux par tiers animaux	56	31	42	22
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	170	192	178	168
Total charges directes (€/ha SAU)	10			

Les charges directes sont les frais de récolte, main-d'œuvre, fourniture et assurances spécifiques à la production

LE COÛT DE MÉCANISATION

	Groupe viande bovine	Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
		Moyenne	Naisseur charolais	Veaux sous la mère limousin
Total (€/ha SAU)	340	389	454	386
→ dont carburant lubrifiant	56	69	77	67
→ dont entretien réparations	56	74	74	70
→ dont travaux par tiers et location de matériel	100	101	125	94
→ dont amortissements	128	146	179	155



3.5 - les Résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

	Groupe viande bovine Moyenne SAU = 111,1 ha			Cas type Réseau viande bio (par UTA)		
	€/UTA	€/ha	en %	Naisseur €/UTA	Veaux sous la mère €/UTA	Naisseur engraisseur de bœufs €/UTA
Produit brut	140 928	1 267	100	133 532	115 893	142 640
→ dont subventions exploitation	47 456	427	34	34 569	32 987	36 334
(-) Charges opérationnelles	18 946	170	13	26 442	22 497	25 852
(-) Charges directes	1 133	10	1			
MARGE GLOBALE	120 849	1 087	86	107 090	93 396	116 788
Foncier et bâtiment	15 497	139	11	14 935	14 485	16 939
Fermages et charges locatives	14 169			13 892	13 418	15 785
Entretien	1 328			1 043	1 067	1 154
Mécanisation	23 652	213	17	22 137	23 409	24 412
Carburants et lubrifiants	6 172			6 242	6 551	6 680
Locations matériels et travaux par tiers	11 125			9 172	10 593	9 949
Entretien, réparations petits matériels	6 355			6 721	6 264	8 281
Main-d'œuvre	11 821	97	8	9 473	5 470	10 087
Main-d'œuvre permanente	3 255					
Charges sociales des exploitants	8 566			9 473	5 470	10 087
Autres charges de structure	21 393	188	14	11 789	11 559	12 005
Eau, gaz, électricité	2 443			1 734	1 510	1 953
Autres fournitures	5 340			329	329	329
Assurances	4 997			4 203	4 203	4 203
Honoraires	4 126			4 392	4 389	4 392
Transports et déplacements	1 119			579	579	579
Impôts et taxes	481			551	549	549
Autres charges d'exploitation	2 887					
TOTAL charges de structure	72 363	651	51	58 334	54 923	63 443
Excédent brut d'exploitation (EBE)	48 486	436	34	48 755	37 472	53 345
Charges financières	2 820	25	2	1 800	1 625	1 927
Amortissements	25 075	226	18	18 680	19 523	21 319
Autres produits	310		0,5	0	0	0
Résultat courant	20 901	188	15	28 275	16 325	30 099

POULES PONDEUSES

48 exploitations

L'échantillon est constitué de 48 exploitations spécialisées en poules pondeuses biologiques, soit un échantillon de taille légèrement inférieur à l'année précédente. Ces élevages emploient 1,5 UTH par exploitation en moyenne, ce qui reste stable.

L'échantillon comprend des élevages possédant de 680 à 29 000 poules avec une moyenne 4 835 poules par Unité de Travail Agricole (UTA). Cette moyenne tend à la diminution depuis plusieurs années (- 200 animaux comparativement à 2023).

La Surface Agricole Utile moyenne est de 27,1 ha/UTA, avec un asselement principalement en grandes cultures (68 %).

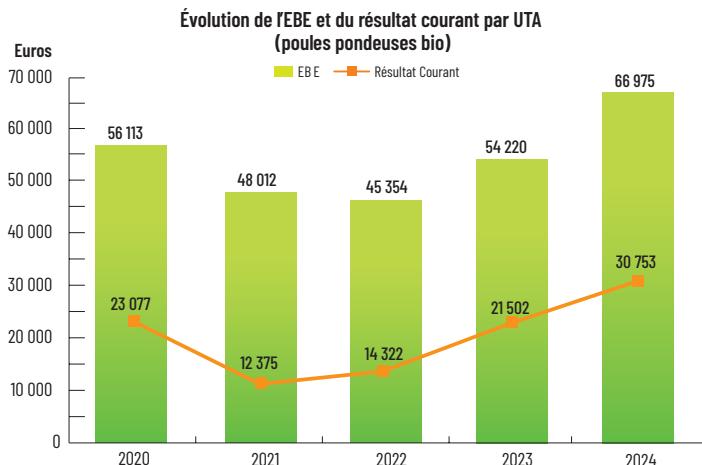
Les entreprises présentent un capital d'exploitation de 344 429 € soit une augmentation de plus de 7 % par rapport à l'année précédente. Le taux d'endettement reste stable à 79 %.

Grâce à un produit brut par UTA qui ne cesse de croître (+ 6 %) et arrive en 2024 à 342 103 €, la marge globale augmente également pour atteindre 120 746 € soit

+ 18 000 € en un an.

Malgré une augmentation des charges de structure liées notamment à un doublement des charges d'eau/électricité/gaz (+ 57 %) et de l'entretien du petit matériel (+ 53 %), l'**excédent brut d'exploitation est de 66 975 €** soit 8 000 € de plus que l'année passée.

Troisième année consécutive de hausse : le résultat courant passe de 21 500 €/UTA en 2023 à 30 750 €/UTA soit une augmentation de 43 %.





CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Le marché des œufs en France et dans le monde se porte plutôt bien avec une consommation par habitant qui ne cesse de croître. En effet, les estimations montrent une consommation de près de 235 œufs/habitant/an (ovoproducts compris) liée au fait que l'œuf est la protéine animale la moins onéreuse.

L'année 2024 est stable par rapport à l'année précédente en ce qui concerne les œufs biologiques, contrairement aux filières plein air (code 1) et sol (code 2) dont les volumes ont fortement augmenté. **En ce qui concerne la grande distribution (GMS), les parts de marché bio continuent de basculer vers le plein air et semblent stagner autour de 11 % pour le bio contre 14,5 % en 2021 au plus haut de la consommation.** En effet, les acheteurs préfèrent se tourner vers le code 1 du fait du contexte inflationniste.

La consommation d'œufs reste très dynamique aujourd'hui, notamment chez les jeunes (+ 8,3 %) et les foyers à revenus modestes, alors que la production peine à suivre, entraînant un taux de rupture record en 2025 (perte de ventes). La mauvaise nouvelle étant que le taux d'approvisionnement en œufs de la France n'a jamais été aussi bas, 95,5 %, ce qui entraîne des importations d'autres pays européens (Espagne, Pologne, Pays-Bas...).

L'augmentation de la demande en œufs n'est pas uniquement en France. Les autres pays européens la perçoivent aussi, alors que beaucoup de pays subissent une baisse de production liée à l'influenza aviaire. C'est ainsi que l'Ukraine est devenu le premier pays

exportateur d'œufs coquille vers l'Union Européenne (multiplié par 4 en deux ans). Pour rappel, il existe peu d'importations françaises en direct depuis l'Ukraine, mais les œufs peuvent transiter depuis d'autres pays membres (dont ceux cités plus haut).

L'influenza aviaire est restée plutôt modérée en 2024 en France. Cependant, elle a fait de nombreux cas, notamment aux Etats-Unis qui ont ainsi subi la perte de plus de 11 % de leur cheptel de poules pondeuses, entraînant une baisse de l'offre et une explosion des prix (près de 8 € la boîte de 12 en début d'année). La France ne semble pas épargnée par le virus lors de l'épisode 2025-2026.

D'autres sujets touchent également la filière œuf tels que les salmonelles où la vaccination est autorisée depuis 2023, l'ovosexage où tous les œufs issus de poules rousses doivent être sexés dans l'œuf entraînant des coûts supplémentaires pour la filière. L'arrêt des cages avec la transition vers des élevages au sol se poursuit avec un risque de perte de production (estimation de l'ITAVI de pertes de 2 à 2,5 millions d'emplacements).

En ce qui concerne la **production d'œufs bio française**, le **nombre de fermes stagne depuis 2021** autour de 2 600 élevages. Cependant, comme dans notre échantillon, le **nombre moyen de poules par ferme** à tendance à diminuer. Le cheptel français subit une baisse progressive depuis 2021 pour arriver à 7,98 millions de poules en 2024.

Année	Nombre de poules bio (France)	Evol. / n-1 (en %)	Nombre d'éleveurs	Evol. / n-1 (en %)
2019	7,80 millions	+ 17,5	2 165	+ 12,4
2021	9,30 millions	+ 5,3	2 634	+ 10,5
2023	8,21 millions	-10,6	2 612	-1,8
2024	7,98 millions	-4,3	2 658	+ 1,6

Anne-Sophie LE GONIDEC

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire

4.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	48	
➔ dont individuelles	19	
➔ dont sociétés	29	
Nombre d'UTA	61	1,3
➔ dont en société	40	1,4
Nombre d'UTH	72	1,5

4.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	28
→ dont fermage	21,5
→ dont propriété	6,5
Surface agricole utile	27,1

L'UTILISATION DE LA SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	62
Fourrages	38

4.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de poules pondeuses/UTA	4 835

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

4.4 - L'analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	344 429
Taux d'endettement (en %)	79
→ dont court terme	17
Fonds de roulement en % des stocks	144
Annuités en % de l'EBE	37
EBE en % du capital	19

LES CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	205
→ dont engrais	87
→ dont semences	112
→ dont produits défense sanitaire	6
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	59,7
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	0,5
→ dont travaux par tiers animaux	3
Taxe sur les produits (% du PB)	0,1
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	8 108
 Total charges directes (€/ha SAU)	 128

LE COÛT DE MÉCANISATION

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	1017
→ dont carburant lubrifiant	77
→ dont entretien réparations	125
→ dont travaux par tiers et location de matériel	293
→ dont amortissements	522

4.5 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

		Moyenne
	€/UTA	en %
Produit brut	342 103	100
→ dont subventions exploitation	24 741	7
(-) Charges opérationnelles	217 876	64
(-) Charges directes	3 481	1
MARGE GLOBALE	120 746	35
Foncier et bâtiment	6 296	2
Fermages et charges locatives	4 664	
Entretien	1 632	
Mécanisation	13 533	4
Carburants et lubrifiants	2 085	
Locations matériels et travaux par tiers	7 950	
Entretien, réparations petits matériels	3 498	
Main-d'œuvre	12 050	4
Main-d'œuvre permanente	4 325	
Charges sociales des exploitants	7 725	
Autres charges de structure	21 892	6
Eau, gaz, électricité	5 141	
Autres fournitures	2 990	
Assurances	5 583	
Honoraires	3 812	
Transports et déplacements	832	
Impôts et taxes	1 021	
Autres charges d'exploitation	2 513	
TOTAL charges de structure	53 771	16
Excédent brut d'exploitation (EBE)	66 975	20
Charges financières	3 541	1
Amortissements	34 268	10
Autres produits	1 587	
Résultat courant	30 753	9

VOLAILES DE CHAIR

23 exploitations



Le groupe comprend 23 exploitations spécialisées, dont 15 sous forme sociétaire. Ces dernières emploient au total 1,2 UTH (Unité de Travailleur Humain) par exploitation.

La taille moyenne des ateliers volailles est de 1 012 m² par UTA (Unité de Travail Agricole = chef d'exploitation), soit 1 150 m² par élevage. La surface de bâtiment/UTA progresse de 13 % par rapport à l'année précédente.

8 élevages ont une surface de bâtiment comprise entre 300 et 800 m², 6 entre 800 et 1 200 m², les 9 autres ont une surface de bâtiment de 1 200 à 1 600 m².

La SAU (Surface Agricole Utile) moyenne est de 22,6 ha par UTA.

Les entreprises détiennent un capital d'exploitation de 205 941 € en moyenne par UTA avec un endettement de 70 %.

Le produit brut annuel des élevages atteint 239 914 € par UTA.

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 63 % du produit brut.

Les aviculteurs du groupe «volailles de chair bio» ont dégagé en 2024 un EBE moyen de 43 237 €/UTA. Après amortissements et frais financiers, le résultat courant moyen s'établit à 17 331 €/UTA. Ces résultats sont en augmentation par rapport à l'exercice précédent, en lien avec une nette amélioration du produit/UTA (+ 27 %).

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(volailles de chair bio)

EBE Résultat Courant



CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Au niveau national, selon les chiffres de l'Agence BIO, 10,7 millions de poulets bio ont été mis en place en 2024, soit une baisse de 13 % par rapport à 2023. En comparaison avec 2019, avant les différentes crises ayant impacté la filière avicole : Covid-19, influenza aviaire, inflation... le nombre de mises en place a diminué de 24 %.

Les chiffres du SYNALAF (qui représente les filières organisées, soit environ 95 % de la production française) montrent également une forte baisse des mises en place de pintades, canards et volailles festives, avec une régression comprise entre 30 et 40 % par rapport à 2023.

Année	Poulets Bio mis en place [France]	Evol. / n-1	Nombre exploitations	Evol. / n-1
2019	14,08 millions	+ 10,5 %	1 037	+ 8,9 %
2020	14,12 millions	+ 0,3 %	1 028	- 0,9 %
2021	14,71 millions	+ 4,2 %	1 032	+ 0,4 %
2022	13,49 millions	- 8,3 %	1 042	+ 1 %
2023	12,33 millions	- 8,6 %	960	- 7,9 %
2024	10.72 millions	-13.1%	904	-4,3%

Source : Agence bio

L'accalmie significative de l'épizootie de grippe aviaire en 2024 a cependant permis un retour à la normale des mises en place prévues chez les éleveurs (les zones réglementées en cas de foyer interdisent toute mise en place d'animaux dans le périmètre concerné).

Malgré une légère baisse des prix de vente des volailles bio (environ - 2,7 % par rapport à 2023, source : Agence BIO), les ventes de poulets bio ont fortement reculé : - 11,2 % pour les poulets Prêt à Cuire et - 3,1 % pour les découpes de poulets bio (selon Kantar Worldpanel). Ces diminutions peuvent s'expliquer notamment par l'inflation subie sur la période 2022-2023, qui a conduit un grand nombre de magasins à déréférencer les volailles bio de leur offre de produits.

Les chiffres du SYNALAF pour le début de l'année 2025 (16 premières semaines) montrent une augmentation de 14 % des mises en place de volailles biologiques. Cette dynamique reste positive, mais doit être nuancée au regard du contexte de fin d'année. En effet, une nouvelle vague d'influenza aviaire, débutée à l'automne 2025, risque de nouveau d'impacter l'organisation de la filière. Des mesures préventives sont instaurées afin de limiter la propagation du virus, avec des conséquences importantes pour la production : interdictions de mise en place, dédensification de zones, abattages préventifs, etc...

Alexandra SIGUST

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire

5.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	23	
→ dont individuelles	8	
→ dont sociétés	15	
Nombre d'UTA	26	1,1
→ dont en société	19	1,3
Nombre d'UTH	27	1,2

5.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	22,6
→ dont fermage	16,6
→ dont propriété	6
Surface agricole utile	22,3

L'UTILISATION DE LA SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	46
Fourrages	54



5.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de m ² /UTA	1 012

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.



5.4 - L'analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	205 941
Taux d'endettement (en %)	70
→ dont court terme	21
Fonds de roulement en % des stocks	177
Annuités en % de l'EBE	48
EBE en % du capital	21

LES CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	17
→ dont engrais	6
→ dont semences	9
→ dont produits défense sanitaire	2
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	63
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	1,5
→ dont travaux par tiers animaux	1,5
Taxe sur les produits (% du PB)	4,1
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	7 157
Total charges directes (€/ha SAU)	132

LE COÛT DE MÉCANISATION

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	552
→ dont carburant lubrifiant	63
→ dont entretien réparations	88
→ dont travaux par tiers et location de matériel	91
→ dont amortissements	310





5.5 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

		Moyenne
	€/UTA	en %
Produit brut	239 914	100
→ dont subventions exploitation	18 008	8
(-) Charges opérationnelles	159 158	66
(-) Charges directes	2 942	1
MARGE GLOBALE	77 814	32
Foncier et bâtiment	4 708	2
Fermages et charges locatives	3 418	
Entretien	1 290	
Mécanisation	5 762	2
Carburants et lubrifiants	1 413	
Locations matériels et travaux par tiers	2 041	
Entretien, réparations petits matériels	2 308	
Main-d'œuvre	7 662	3
Main-d'œuvre permanente	663	
Charges sociales des exploitants	6 999	
Autres charges de structure	16 445	7
Eau, gaz, électricité	2 493	
Autres fournitures	3 335	
Assurances	3 954	
Honoraires	3 671	
Transports et déplacements	556	
Impôts et taxes	344	
Autres charges d'exploitation	2 092	
TOTAL charges de structure	34 577	14
Excédent brut d'exploitation (EBE)	43 237	18
Charges financières	3 351	2
Amortissements	22 683	9
Autres produits	128	
Résultat courant	17 331	7

GRANDES CULTURES

55 exploitations

Le groupe comprend 55 entreprises dont 44 sous forme sociétaire.

Une exploitation moyenne équivaut à 1,3 UTA et au total 1,5 UTH pour 78,4 ha de SAU/UTA.

Pour rappel, nous ne travaillons pas sur les mêmes échantillons que les années passées et les dates de clôture comptable diffèrent au sein des structures du groupe (34 clôturent avant juin 2024, 9 d'août à octobre et 12 en décembre 2024). Les résultats présentés ne sont donc pas forcément à comparer à ceux des années passées.

Dans l'échantillon de cette année, 12 structures ont, pour 3 % de la SAU totale analysée, en plus des céréales, des oléoprotéagineux et des protéagineux, d'autres ateliers en productions végétales : des légumes de plein champs (5), des semences (4) et du chanvre (3). A noter également que dans l'échantillon analysé, 6 structures sont associées à un petit atelier d'élevage.

CONTEXTE CULTURAL 2024 DÉFAVORABLE

Les clôtures comptables concernent les campagnes 2023 et 2024. 62 % des exploitations clôturent au premier semestre 2024

La campagne 2023, d'un point de vue agronomique, fut une bonne année globalement sur toutes les cultures. Les semis de céréales ont été faits dans d'excellentes conditions, avec une bonne valorisation des apports organiques au printemps. Les taux de protéines du blé ont en revanche été décevants, entraînant un déclassement important en blé fourrager sur cette campagne. Le printemps et l'été 2023 ont été très propices aux cultures d'été (maïs, tournesol...) avec des rendements records aussi bien en situation irriguée qu'en sec.

La campagne 2024 a été marquée par la pluie et les excès d'eau, qui ont commencé dès mi-octobre, pour se poursuivre jusqu'au semis de mai. Une année qui restera dans les mémoires...

Beaucoup de semis de céréales n'ont pas pu se faire à l'automne. Ceux réalisés à cette période ont pour la plupart souffert des excès d'eau et ne sont pas tous allés jusqu'à la récolte. Globalement, la récolte en céréales en 2024 a été 2 fois moins importante qu'en 2023.

L'année 2024 a été également marquée par une diversification des cultures de printemps pour pallier les semis non réalisés à l'automne. Les cultures de printemps précoces (céréales de printemps, lentilles...) ont été semées tard, mais la pluviométrie printanière et les températures clémentes leur ont été globalement propices. Les cultures plus tardives (maïs, tournesol, soja) ont été semées tardivement, dans des sols parfois encore bien humides. L'eau et les coups de vent de septembre ont couché une partie des maïs, et les rendements ont été plutôt décevants au global. Tous les

tournesols n'ont pas pu être récoltés, tout comme les sarrasins dont les surfaces implantées avaient fortement augmenté cette année.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

En moyenne, les exploitations du groupe ont une situation financière saine. Le fonds de roulement couvre largement les stocks. Le capital d'exploitation par UTA est de 214 870 €.

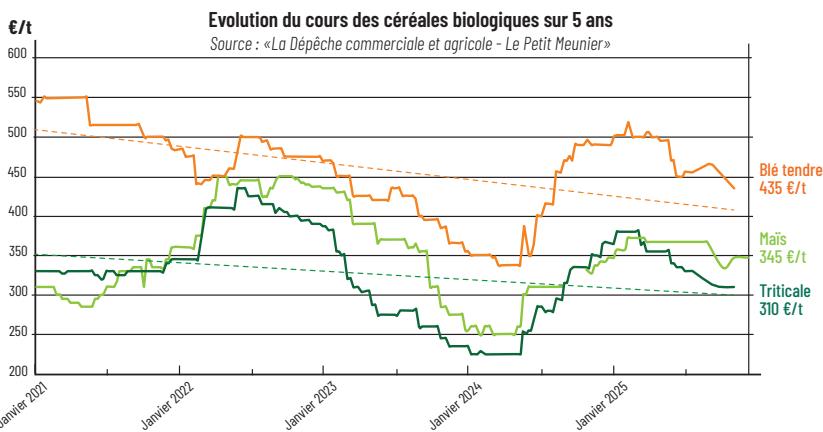
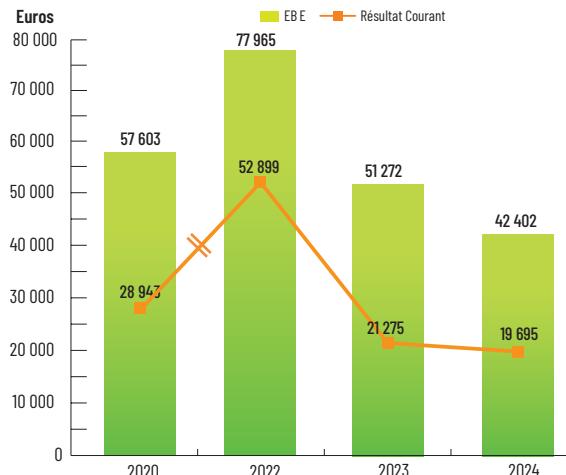
Les charges opérationnelles du groupe étudié cette année sont d'abord associées au coût des semences (61 %) puis au coût des engrains (32 %) et enfin au coût des traitements (7 %). Le coût de la mécanisation est de 733 € par hectare. Il est pour 66 % associé aux travaux par tiers et à 27 % aux amortissements.

Le produit brut par hectare, hors subventions et aides compensatoires est de 1 735 €. Même si nous ne travaillons pas sur le même échantillon, ce produit brut est en baisse de 140 €/ha par rapport à celui de l'année précédente. Ce produit brut/ha a été obtenu pour 2023 avec des bons rendements et des cours bas, et en 2024 avec des rendements moyens à faibles et des cours qui ont remonté sur le 2^{ème} semestre 2024.

L'excédent brut d'exploitation est de 42 402 € par UTA. Le ratio EBE/produit brut est de 25 %. Les annuités sont de 22 049 € soit 52 % de l'EBE. Une fois ces dernières remboursées, il reste un solde de 20 352 € par UTA pour prêlever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie.

Le résultat courant est de 19 695 € par UTA, soit 7 % de moins que le résultat de l'échantillon de l'année dernière. Cette année, l'échantillon analysé est marqué par un produit/ha à la baisse et des charges de mécanisation importantes.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (grandes cultures bio)



Prix départ France (organisme stockeur et non culture), stade de gros, pour environ 5 t. Pour obtenir les prix en culture, déduire des cotations les taxes à la charge du producteur et 45 €/t (marge du collecteur et frais de collecte/stockage).



CONTEXTE ET PERSPECTIVES

L'année 2024 a été marquée par une plus faible collecte permettant d'assainir les stocks (en céréales notamment), et une remontée des cours fin 2024.

2025 a vu le retour des prix pratiqués avant 2022 en agriculture biologique. La baisse des surfaces au

niveau national, couplée à un début de reprise de consommation, permettent de globalement retrouver un équilibre, pour l'instant encore fragile, de l'offre et de la demande, sur les filières végétales.

Stéphane HANQUEZ et Florence LETAILLEUR
Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire



6.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	55	
→ dont individuelles	11	
→ dont sociétés	44	
Nombre d'UTA	74	1,3
→ dont en société	63	1,4
Nombre d'UTH	83	1,5



6.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	79,2
→ dont fermage	75,6
→ dont propriété	3,6
Surface agricole utile	78,4

L'UTILISATION DE LA SAU

	Moyenne (en %)
Grandes cultures	87
Fourrages	10
Cultures spécialisées (légumes, légumes secs, PPAM, semences...)	3



6.3 - L'analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	214 870
Taux d'endettement (en %)	61
→ dont court terme	27
Fonds de roulement en % des stocks	134
Annuités en % de l'EBE	52
EBE en % du capital	20

LES CHARGES OPÉRATIONNELLES

Charges de cultures (€/ha SAU)	Moyenne
→ dont engrais	407
→ dont semences	129
→ dont produits défense sanitaire	250
→ dont produits défense sanitaire	28

LE COÛT DE MÉCANISATION

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	733
→ dont carburant lubrifiant	71
→ dont entretien réparations	59
→ dont travaux par tiers et location de matériel	401
→ dont amortissements	202





6.4 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

	Groupe grandes cultures Moyenne SAU = 78,4 ha/UTA		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	171 048	2 181	100
→ dont subventions exploitation	34 984	446	20
Produit brut grandes cultures (hors subventions et animaux)		1 735	
(-) Charges opérationnelles	32 945	420	19
(-) Charges directes	4 287	55	3
MARGE GLOBALE	133 816	1 706	78
Foncier et bâtiment	13 635	174	8
Fermages et charges locatives	12 954		
Entretien	681		
Mécanisation	42 301	539	24,5
Carburants et lubrifiants	5 573		
Locations matériels et travaux par tiers	31 484		
Entretien, réparations petits matériels	5 244		
Main-d'œuvre	11 699	149	7
Main-d'œuvre permanente	3 344		
Charges sociales des exploitants	8 355		
Autres charges de structure	23 779	304	14
Eau, gaz, électricité	6 087		
Autres fournitures	3 405		
Assurances	6 658		
Honoraires	3 573		
Transports et déplacements	1 139		
Impôts et taxes	554		
Autres charges d'exploitation	2 363		
TOTAL charges de structure	91 414	1 166	53,5
Excédent brut d'exploitation (EBE)	42 402	541	25
Charges financières	2 458	31	1
Amortissements	22 974	293	13
Autres produits	2 725		1
Résultat courant	19 695	251	12

MARAICHAGE

80 exploitations

Le groupe comprend 80 exploitations dont 71 % sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,6 UTA et au total 4,1 UTH.

A noter un groupe spécifique avec les exploitations pratiquant majoritairement la vente en circuits courts (71 exploitations), ce qui est caractéristique des exploitations maraîchères de la région. La fiabilité des données sur le sous-groupe circuit court s'en trouve renforcé.

La taille, la diversité des modes de commercialisation et des résultats à l'intérieur du groupe doivent inciter à la prudence quant aux généralisations sur ce système de production.

L'ANALYSE FINANCIÈRE

Le capital par UTA des exploitations du groupe est de 129 617 €. Les besoins en capitaux des exploitations maraîchères demeurent plus faibles que ceux de l'ensemble des exploitations bio (310 017 €). Elles ont un endettement légèrement inférieur à la moyenne des autres productions : 55 % en maraîchage pour une moyenne en bio de 59 %. Cela est dû à la spécificité des modèles circuit court frugaux en investissement. La situation de la trésorerie est positive due à l'orientation de la commercialisation en vente directe. Les exploitations en circuits courts ont moins de capital d'exploitation par UTA (102 750 €) que l'ensemble du groupe maraîchage.

LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

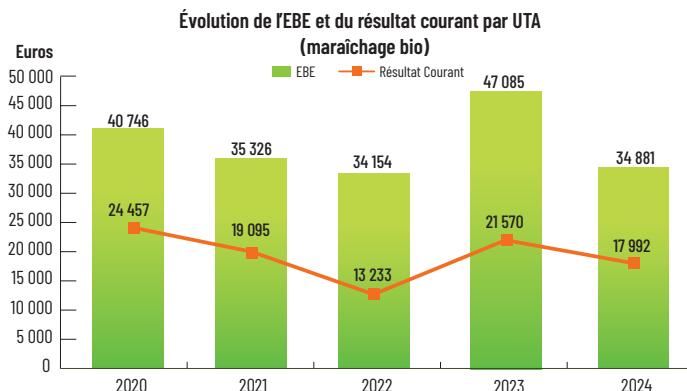
Le produit brut par UTA est de 135 825 € pour 9,6 ha de SAU (comparativement à 106 567 € pour 7 ha en circuit court). La surface en maraîchage et cultures spécialisées représente 42 % de la sole et le produit brut par ha est de 14 172 € pour pour l'ensemble du groupe et 15 296 € pour le sous-groupe circuit court. Les charges opérationnelles et directes d'un montant de 4 131 €/ha représentent 29 % du produit brut. Le sous-groupe circuit court est plus économique en charges (3 958 €/ha) soit 26 % du produit brut.

Sans la main-d'œuvre temporaire, ces charges se situent à 2 364 €/ha soit 17 % du produit brut dont plus de la moitié en semences et plants (1 499 € pour 11 % du produit brut).

Les charges de structures (avant amortissements et charges financières) sont à 6 402 €/ha soit 45 % du produit brut.

A noter que la charge de main-d'œuvre salariée (temporaire et permanente) est le poste de charge le plus important des exploitations du groupe étudié (35,5 % du produit) en augmentation d'année en année. L'excédent brut moyen est à 34 881 € par UTA soit une efficacité économique de 26 %. Le sous-groupe circuit court quant à lui à une meilleure efficacité économique qui se situe à 29 %. Une fois remboursées les annuités de 12 905 € et après intégration des pertes et profits exceptionnels, il reste un revenu disponible de 21 975 € par UTA pour prélever, autofinancer et conforter la trésorerie.

Le résultat courant du groupe se situe à 17 992 €/UTA pour 13 % du produit brut et 17 % pour le sous-groupe circuit court. Les entreprises du sous-groupe circuit court investissent moins que la moyenne du groupe, ce qui leur permet sur cet exercice d'obtenir avec un produit plus faible un résultat courant proche de l'ensemble du groupe.



CONTEXTE ET PERSPECTIVES

L'année 2024 a été une année très exigeante sur le plan technique et organisationnel pour les entreprises maraîchères. Les pluies récurrentes ont laissé peu de place aux binages d'entretien des cultures et la pression ravageurs et maladie a été localement forte et continue. Les productions d'allium ont particulièrement souffert de cette météo. Les pluies régulières de l'été ont permis une très

belle production de légumes d'automne, mais avec des potentiels de conservation assez limités et des conditions de récolte parfois désastreuses.

Le marché bio a repris des couleurs, dans le courant de l'année, cependant, les difficultés de main d'œuvre associées à ce climat peu lumineux font de 2024 une année plutôt maussade pour les maraîchers.

Guillaume JOUANNEAU et Maëlle DEPRIESTER

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire

7.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe maraîchage			
	Ensemble du groupe		Circuits courts	
Nombre d'entreprises	80		71	
→ dont individuelles	23		23	
→ dont sociétés	57		48	
	Total	Par exploitation	Total	Par exploitation
Nombre d'UTA	131	1,6	118	1,7
→ dont en société	102	1,8	89	1,9
Nombre d'UTH	326	4,1	249	3,5

7.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (par UTA)	Circuits courts (par UTA)
Surface totale (ha)	10,1	7,4
→ dont fermage	8,8	6
→ dont propriété	1,3	1,4
Surface agricole utile	9,6	7

L'UTILISATION DE LA SAU

	Groupe maraîchage	
	Moyenne en %	Circuits courts en %
Grandes cultures	18	12
Fourrages	40	49
Maraîchage et cultures spécialisées	42	39

7.3 - L'analyse financière

Bilan (€)	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Capital d'exploitation par UTA	129 617	102 750
Capital d'exploitation par ha	13 524	14 748
Capital d'exploitation par UTH	52 137	48 611
Taux d'endettement	55	52
→ dont court terme	15	13
Fonds de roulement en % des stocks	238	281
Annuités en % de l'EBE	37	32
Trésorerie nette	20 482	18 689
EBE en % du capital	27	30



7.4 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

	Groupe maraîchage					
	Moyenne SAU = 9,6 ha			Circuits courts SAU = 7 ha		
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	135 825	14 172	100	106 567	15 296	100
→ dont subventions exploitation	9 200	960	7	7 648	1 098	7
(-) Charges opérationnelles et directes	39 589	4 131	29	27 578	3 958	26
Engrais	3 555	371	2,5	2 342	336	2
Semences et plants	14 366	1 499	11	10 588	1 520	10
Produits de défense sanitaire	761	79	0,5	647	93	1
Emballages	2 315	242	2	870	125	1
Main-d'œuvre temporaire	16 937	1 767	12	11 915	1 710	11
Autres charges directes et opérationnelles	1 655	173	1	1 216	174	1
MARGE GLOBALE	96 236	10 041	71	78 989	11 338	74
Foncier et bâtiment	2 585	270	2	1 952	280	2
Fermages et charges locatives	1 947			1 471		
Entretien	648			481		
Mécanisation	7 696	803	5,5	5 063	727	5
Carburants et lubrifiants	1 842			1 303		
Locations matériels et travaux par tiers	2 076			1 141		
Entretien, réparations petits matériels	3 778			2 619		
Main-d'œuvre	32 179	3 358	23,5	24 745	3 552	23
Main-d'œuvre permanente	25 414			18 733		
Charges sociales des exploitants	6 765			6 012		
Autres charges de structure	18 895	1 971	14	16 346	2 346	15
Eau, gaz, électricité	2 486			1 982		
Autres fournitures	6 051			5 691		
Assurances	2 255			1 958		
Honoraires	3 281			2 834		
Transports et déplacements	1 498			1 009		
Impôts et taxes	753			702		
Autres charges d'exploitation	2 571			2 170		
TOTAL charges de structure	61 355	6 402	45	48 106	6 905	45
Excédent brut d'exploitation (EBE)	34 881	3 639	26	30 883	4 433	29
Charges financières	1 303	136	1	1 041	149	1
Amortissements	16 773	1 750	12	12 826	1 841	12
Autres produits	1 187			911		1
Résultat courant	17 992	1 877	13	17 927	2 573	17

VITICULTURE

47 exploitations

L'effectif du groupe comprend cette année 47 exploitations (+ 8 domaines par rapport à l'édition précédent), dont 32 en société (68 %), réparties sur l'ensemble des appellations présentes dans la région : Jasnières, Fiefs Vendéens, Anjou-Saumur et vignoble Nantais.

Les plantations représentent 80 % de la SAU.

Les résultats sont basés sur la vendange 2023 ou 2024 (selon la date de clôture) et les ventes réalisées sur l'exercice 2023-2024.

Face à l'écart-type important dans les données, il a été décidé de présenter quelques résultats de l'échantillon Viticulture en deux sous-groupes : ensemble des domaines et domaines avec moins de 14 ha de vignes.

L'ensemble des circuits de commercialisation sont présents dans le groupe, avec une prépondérance de la vente directe et de l'export, à la fois intracommunautaire et hors UE.

CONTEXTE CLIMATIQUE

En fonction de leur date de clôture, les résultats présentés dans cette édition concernent la récolte 2023 pour la moitié des domaines et la récolte 2024 pour l'autre moitié. Comme en 2016, 2017, 2019, 2021 et 2022, le gel a encore sévi en 2023. La grêle a impacté ponctuellement certaines parcelles en cours de saison. Les conditions de pluie, d'humidité et de températures ont entraîné de fortes pressions : excoriouse, mildiou, oïdium, pourriture grise, acide et aspergillus. Ces conditions climatiques ont également été favorables à la pousse de l'herbe. Les vendanges, encore précoces en 2023, ont débuté à partir de fin août. Les rendements ont été généreux bien que l'état sanitaire se soit rapidement dégradé et ait imposé des tris à la vendange.

En 2024, des aléas climatiques ont de nouveau touché le Maine-et-Loire, notamment le gel et la grêle, de façon localisée et à des intensités variables. Des conditions climatiques exceptionnellement pluvieuses ont compliqué le travail du sol dès l'automne 2023 et ont, dès fin avril, favorisé une pression mildiou précoce forte, corrélée au risque oïdium. Les conditions météo ont également piloté les dates de vendanges au détriment d'une maturité optimale très difficilement atteinte. Trois nouveaux foyers de flavescence dorée ont été détectés (source : Association Technique Viticole 49).

ANALYSE DES RESULTATS

Le nombre moyen d'UTH par exploitation en bio est en baisse à 4,3 en lien avec la SAU moyenne du groupe qui diminue. A titre de comparaison, il est de 3,3 UTH en

moyenne pour la viticulture en Val de Loire*. En bio, on compte environ 4,5 ha de vignes par UTH.

La SAU est en forte diminution dans cet exercice : on passe de 18,4 à 13,6 ha/UTA. Les comparaisons interannuelles seront donc faites sur les montants/ha.

Le produit/ha est en hausse de 6 % dans cet exercice, avec + 1 000 €/ha par rapport à l'année dernière. Le groupe avec moins de 14 ha de vignes a un produit/ha supérieur de 26 % par rapport au groupe total.

Les charges opérationnelles et directes/ha sont en légère hausse dans cette édition. Les charges de structure, à 9 777 €/ha, sont également en augmentation (+ 884 €/ha). Elles représentent 52 % du produit brut, dont 21,5 % pour la main-d'œuvre et 10,5 % pour la mécanisation. Le groupe avec moins de 14 ha de vignes a des charges de structure/ha supérieures de 6 % par rapport au groupe total.

Avec ces évolutions, l'EBE/ha est stable à 4 500 €/ha. Le ratio EBE/produit est à 24,5 %, soit une baisse de 1,5 point par rapport à l'exercice précédent. Pour le groupe avec moins de 14 ha de vignes, l'EBE/ha est à 7 000 € et le ratio EBE/produit plus élevé à 30 %.

Le poids des annuités dans l'EBE est en hausse à 55 % (50 % dans l'exercice précédent).

Le critère « fonds de roulement en % des stocks » poursuit sa baisse, à 86 % (93 % l'année dernière) : le fonds de roulement ne permet donc pas de couvrir entièrement les stocks, ce qui traduit des difficultés de trésorerie.

*Source : « Les références 2024 des entreprises agricoles du Grand Ouest - Chambres d'agriculture et AGC du groupe AS »



CONTEXTES ET PERSPECTIVES

Après des années de progression, les surfaces viticoles certifiées bio ou en conversion connaissent un recul dans les Pays de la Loire, avec 112 ha de moins en 2024. On passe de 6 723 ha en 2023 à 6 611 ha un an plus tard. Le nombre de producteurs continue cependant d'augmenter, passant de 499 en 2023 à 509 en 2024 (source : Agence bio).

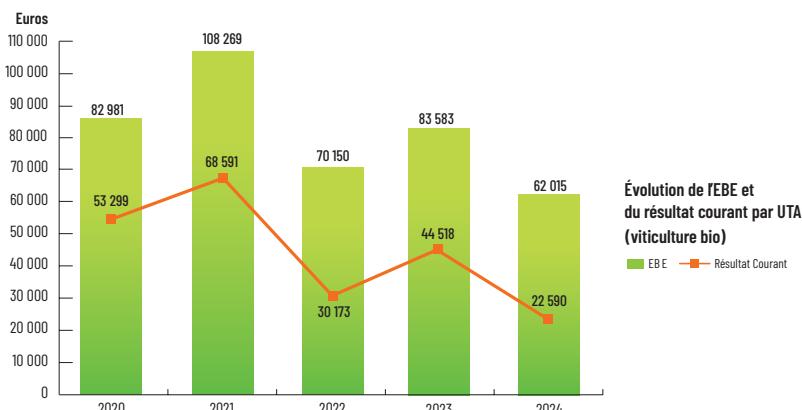
Pour la 7^{ème} fois en 9 ans, le millésime 2024 a connu un épisode de gel. La récolte 2024 a été en baisse d'environ

30 % dans le Val de Loire, avec en particulier la zone du Muscadet très touchée par le coulage et le mildiou. Dans ce contexte les restrictions d'usage sur le cuivre inquiètent les viticulteurs bio.

Le contexte géopolitique pèse aussi sur les marchés en menaçant le potentiel d'exportations vers les Etats-Unis. Sur le marché intérieur, la consommation suit globalement une tendance à la baisse.

Elise KOHSER

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire



8.1 Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation	Groupe surface vignes < 14 ha
Nombre d'entreprises	47		28
→ dont individuelles	15		14
→ dont sociétés	32		14
Nombre d'UTA	67	1,4	37
→ dont en sociétés	51	1,6	22
Nombre d'UTH	204	4,3	2,6

8.2 - La SAU

LA RÉPARTITION DU FONCIER

	Moyenne par UTA	Groupe surface vignes < 14 ha
Surface totale (ha)	12,9	6,1
→ dont fermage	11,4	4,4
→ dont propriété	1,5	1,7
SAU	13,6	5,8

L'UTILISATION DE LA SAU

	Moyenne en %	Groupe surface vignes < 14 ha en %
Grandes cultures	12	7
Fourrages	8	3
Plantations	80	90

8.3 - L'analyse financière

Bilan (€)	Moyenne	Groupe surface vignes < 14 ha
Capital d'exploitation par UTA	468 764	266 286
Taux d'endettement (en %)	58	46
→ dont court terme	22	16
Fonds de roulement en % des stocks	86	99
Annuités en % de l'EBE	55	51
EBE en % du capital	13	15

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

LES CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Moyenne	Groupe surface vignes < 14 ha
Charges de cultures (€/ha SAU)	431	426
→ dont engrais	51	128
→ dont semences - plants	32	45
→ dont produits défense sanitaire	348	253
Autres charges opérationnelles	127	82
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	558	508
Charges directes (€/ha de SAU)	3 753	5 505
→ dont emballages	1 820	2 195
→ dont produits œnologiques	27	51
→ dont main-d'œuvre temporaire	1 735	2 900
Autres charges directes	171	359

LE COÛT DE LA MÉCANISATION

	Moyenne	Groupe surface vignes < 14 ha
Total (€/ha SAU)	2 849	3 725
→ dont carburant lubrifiant	184	151
→ dont entretien réparations	444	470
→ dont travaux par tiers et location de matériel	1 301	1 487
→ dont amortissements	920	1 617

8.4 - Les résultats économiques

DU PRODUIT AU RÉSULTAT

	Moyenne SAU =18,4 ha			Groupe surface vignes < 14 ha SAU = 8,5ha		
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	253 016	18 662	100	136 613	23 459	100
➔ dont subventions exploitation	8 829	651	3	4 236	727	3
(-) Charges opérationnelles et directes	58 440	4 310	23	35 068	6 022	26
Engrais	685	51	0,5	398	68	0,5
Semences et plants	436	32	0	183	31	0
Produits de défense sanitaire	4 727	349	2	1 949	335	1
Emballages	24 674	1 820	10	12 783	2 195	9
Main-d'œuvre temporaire	23 518	1 735	9	16 890	2 900	12
Autres charges directes et opérationnelles	4 400	323	2	2 865	493	4
MARGE GLOBALE	194 576	14 352	77	101 545	17 437	74
Foncier et bâtiment	11 153	823	4	4 741	814	3
Fermages et charges locatives	9 496			4 041		
Entretien	1 657			700		
Mécanisation	26 230	1 935	10,5	13 419	2 304	10
Carburants et lubrifiants	2 490			882		
Locations matériels et travaux par tiers	17 639			8 660		
Entretien, réparations petits matériels	6 101			3 877		
Main-d'œuvre	54 290	4 003	21,5	16 629	2 855	12
Main-d'œuvre permanente	44 662			9 998		
Charges sociales des exploitants	9 628			6 631		
Autres charges de structure	40 888	3 016	16	25 486	4 377	19
Eau, gaz, électricité	3 101			1 915		
Autres fournitures	7 275			4 792		
Assurances	5 351			2 764		
Honoraires	8 916			5 511		
Transports et déplacements	6 741			4 741		
Impôts et taxes	755			469		
Autres charges d'exploitation	8 749			5 294		
TOTAL charges de structure	132 561	9 777	52	60 275	10 350	44
Excédent brut d'exploitation (EBE)	62 015	4 574	24,5	41 270	7 087	30
Charges financières	5 123	378	2	2 081	357	2
Amortissements	33 711	2 486	13,5	18 981	3 259	14
Autres produits et charges	-591			-659		
Résultat courant	22 590	1 666	9	19 549	3 357	14

LEXIQUE



Capital d'exploitation

Ensemble de l'actif (immobilisations, stocks, créances, disponible) excepté les terres.

Charges opérationnelles

Charges proportionnelles aux productions, communes à toutes les exploitations. Exemples : charges de cultures (semences, engrains), charges d'alimentation des animaux, produits et honoraires vétérinaires, fournitures diverses, travaux par des tiers sur les animaux, taxes sur les produits.

Charges directes

Charges directement affectées à la production, spécifiques à l'organisation de l'exploitation. Exemples : emballages, combustibles, location de matériel, assurances spécifiques, charges de main-d'œuvre temporaire, travaux par des entreprises.

Charges de structure

Charges non liées au volume de production, parfois appelées charges fixes. Exemples : fermage, cotisations sociales, etc.

EBE (excédent brut d'exploitation)

Produit brut diminué des charges opérationnelles, directes et de structure (avant amortissement et frais financiers).

Fonds de roulement

Argent nécessaire pour financer les stocks et les avances aux cultures. Un fonds de roulement insuffisant nécessite le recours à un financement court terme.

Marge brute

Produit brut diminué des charges opérationnelles.

Produit brut

Ensemble des ventes, des subventions d'exploitation et des variations de stocks, diminuées des achats d'animaux.

Résultat courant

Bénéfice de l'exploitation hors produits et charges exceptionnelles.

SAU (surface agricole utile)

Surfaces en cultures et surfaces fourragères.

SFP (surface fourragère principale)

Surface fourragère consacrée aux animaux. Exemples : prairies, maïs fourrage.

Taux d'endettement

Total des dettes long, moyen et court terme sur le total de l'actif, exprimé en pourcentage.

UGB (unité gros bovin)

Unité de référence correspondant aux besoins alimentaires annuels en fourrage d'une vache. Permet d'agréger ou de comparer des effectifs d'animaux d'espèces différentes.

UTH (unité de travailleurs humains)

Unité de travail correspondant à une personne travaillant à temps plein sur une exploitation.

UTA (unité de travail agricole)

Les résultats présentés dans cette étude sont pondérés par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratisation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratisation si travail extérieur)
Conjoint(s) collaborateur(s)	0,5
Conjoint(s) collaborateur(s) à temps partiel	0,25

VOS CONSEILLERS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire



LOIRE-ATLANTIQUE

► GILLES LE GUELLAUT

02 53 46 61 74

gilles.leguellauf@pl.chambagri.fr

MAINE-ET-LOIRE

► ELISABETH COCAUD

02 41 96 75 41

elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr

MAYENNE

► CHLOÉ BLOT

02 43 67 36 84

chloe.blot@pl.chambagri.fr

SARTHE

► FLORENCE LETAILLEUR

02 43 29 24 57

florence.letailleur@pl.chambagri.fr

VENDÉE

► CÉCILE BROUILLARD et STÉPHANE HANQUEZ

02 51 36 83 87

cecile.brouillard@pl.chambagri.fr - stephane.hanquez@pl.chambagri.fr

COORDINATION DE L'ÉTUDE, ET TRAITEMENT DES DONNÉES

par la Chambre d'agriculture de région Pays de la Loire

Contacts ►ELISABETH COCAUD et OLIVIER METAIREAU
02 41 96 75 41
elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr



AVEC SES PARTENAIRES

AFOCG ATLANTIQUE

►LUDOVIC TALLIO
17 rue du Meunier
44880 SAUTRON
02 40 63 39 11
contact@afocg-atlantique.fr

AFOCG 49-85

►CHRISTELLE MARTIN
51 rue Charles Bourseul
Espace Bell - BP 51
85002 LA ROCHE SUR YON Cedex
02 51 46 23 99
contact@afocg.fr

ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIE LOIRE-ATLANTIQUE VENDÉE

►MARIE-LUCE PITRÉ
Maison de l'agriculture
55 Rue Pierre-Adolphe-Bobierre
La Géraudière
44939 NANTES Cedex 9
02 40 16 36 48
contact@as44-85.fr

ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIE MAINE-ET-LOIRE

►JEAN-RENÉ DILE et
NATHALIE NAUDIN
14 avenue Jean-Joxé
CS 80 646
49006 ANGERS Cedex 01
02 85 35 75 00
contact@as49.fr

ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIE SARTHE

►DOMINIQUE DEFAY
La Maison des agriculteurs
9 rue Jean-Grémillon
72013 LE MANS Cedex 02
02 43 43 68 68
jean-francois.beaujean@plus.agri72.com

CERFRANCE 44

►ELISABETH ORHON et
FRANÇOIS LALLOUE
8 rue de Laponie
BP 4113
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE
Cedex
02 28 09 35 00
eorhon@cerfrance44.fr
flalloue@cerfrance44.fr

CERFRANCE 49

►NADÈGE LEFORT
29, avenue Jean-Joxé
BP 60411
49104 ANGERS Cedex 02
02 41 33 66 66
nlefort@49.cerfrance.fr

CERFRANCE 53-72

►PIERRE CHAMBARD
Rue Albert-Einstein
Parc Technopole de Changé
BP 26116
53061 Laval Cedex 9
02 43 49 84 00
pchambard@53-72.cerfrance.fr

CERFRANCE 85

►EMMANUEL BIZON
15 Rue Jacques Yves Cousteau
85000 la Roche-sur-Yon
02 30 28 10 51
embizon@85.cerfrance.fr

GROUPE CEGARA

►JÉRÔME COUSQUER
8, rue du Bon Puits - ST-SYLVAIN-D'ANJOU
49480 VERRIERES EN ANJOU
02 41 88 60 22
j.cousquer@groupecegara.fr

COGEDIS

►OLIVIER PERRET
Zone artisanale Croas ar Nezic
29800 Saint-Thonan
02 98 20 35 00
olivier.perret@cogedis.com

TYLS CONSEIL

►VINCENT VOGT
247 avenue des Français Libres
53000 LAVAL
02 43 64 17 17
vincent.vogt@tyls.com

UPTEACONSEIL

►STÉPHANIE CORNÉLUS
45 Rue Benjamin Franklin
85000 LA ROCHE SUR YON
02 51 37 73 56
stephanie.cornelus@upteaconseil.fr

REVENUS 2024

DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

en Pays de la Loire



EN COLLABORATION AVEC



AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE



Avec
la contribution
financière du comité
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR

